



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

**Bureau de Dakar**  
Bureau régional pour l'éducation  
en Afrique

# PôleMAG<sup>°14</sup>

La lettre d'information du Pôle de Dakar - **SEPTEMBRE 2009**

## EDITORIAL

### Construire le dialogue pour de nouvelles politiques enseignantes

Un consensus émerge au niveau international autour de l'idée que la question enseignante est cruciale pour l'atteinte des objectifs de l'Education Pour Tous (EPT). Dans les pays africains, il ne peut guère en être autrement, tant les besoins en enseignants qualifiés sont criants. Mais la question enseignante ne se réduit pas aux seuls aspects de qualification ou de nombre d'enseignants : elle implique, entre autres, des dimensions de gestion, de coûts salariaux, de développement professionnel.

La nouvelle publication du Pôle de Dakar, *La scolarisation primaire universelle en Afrique : le défi enseignant*, cherche précisément à rassembler les éléments existants pour mettre en perspective ces dimensions (voir dossier, pages 4-6). Si l'ouvrage plaide pour une approche globale, il insiste aussi sur la nécessité d'un diagnostic au niveau national. C'est notamment à cet aspect que se consacre l'Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne (TTISSA) de l'UNESCO dans un projet de guide méthodologique pour l'instruction de la question enseignante.

Ce guide vise à aider les pays qui souhaitent mettre en place de nouvelles politiques enseignantes. Le projet est ambitieux : le principe général est que le développement de ces nouvelles politiques pourrait bénéficier d'un processus participatif débutant avec la réalisation d'un diagnostic national et se poursuivant dans un dialogue social. Ainsi, en s'appuyant sur un diagnostic, en le partageant et en engageant une discussion, il serait possible de dépasser les blocages qui caractérisent trop souvent la question enseignante dans les pays africains et menacent directement les progrès de la scolarisation enregistrés récemment.

Ces progrès, il faut le rappeler, ont été rendus possibles grâce à des politiques ayant mis surtout l'accent sur la maîtrise des coûts salariaux. L'augmentation du nombre d'enseignants s'est souvent accompagnée d'une multiplication des statuts et des conditions de rémunération, à l'origine de conflits sociaux qui mettent aujourd'hui en cause ces politiques définies dans l'urgence. Des politiques pérennes ne sauraient ignorer les contraintes financières. Cependant, elles ne peuvent non plus être le fruit d'une approche purement technocratique. L'exercice auquel sont conviés les pays est exigeant, mais l'enjeu est de taille pour nombre d'entre eux, puisqu'il conditionne directement l'atteinte des objectifs de l'EPT.

**Jean-Pierre Jarousse**

Coordonnateur du Pôle de Dakar

## AU SOMMAIRE

### ACTUALITÉS

- La Côte d'Ivoire en bonne voie pour reconstruire son système éducatif **2**
- Un partenariat d'un nouveau genre est inauguré en Tanzanie **2**
- PSGSE : Le pari d'une formation à distance hybride **3**

### DOSSIER

- Scolarisation primaire universelle en Afrique : le défi enseignant **4**
- En chantier : un nouvel outil de diagnostic de la question enseignante **6**

### A L'AGENDA **6**

### DANS LES PAYS **7**

### EN BREF

- L'équipe du Pôle de Dakar fait peau neuve **8**
- Nouvelles publications **8**



## La Côte d'Ivoire en bonne voie pour reconstruire son **système éducatif**

En avril, la Côte d'Ivoire a finalisé une analyse diagnostique de son système éducatif, avec l'appui de l'UNESCO, à travers le Pôle de Dakar, et de la Banque mondiale. Les principaux aspects du système éducatif ivoirien ont été passés au peigne fin en vue de préparer une nouvelle stratégie pour le secteur de l'éducation ainsi que les bases d'une demande de financement au Fonds catalytique de l'Initiative *Fast Track*. Après la crise sociale et politique qui a secoué le pays, la priorité va à la reconstruction.

« Pour refonder notre système éducatif et définir une nouvelle politique qui suscite une adhésion et une satisfaction nationales, nous avons besoin de disposer d'éléments pertinents et objectifs sur notre système éducatif », explique Francis Biney, coordonnateur de l'analyse et spécialiste en éducation à la cellule de gestion stratégique du Ministère de l'Éducation nationale. « Le fait d'asseoir notre nouvelle politique éducative sur une base factuelle nous mettait

également en position de mobiliser des ressources supplémentaires afin d'appuyer les efforts nationaux. »

Ainsi, de novembre 2007 à avril 2009, une équipe multisectorielle, impliquant les trois ministères en charge de l'éducation dans le pays, s'est attelée à la réalisation d'un diagnostic du système éducatif. Le travail consistait à analyser la situation du système au regard de sept aspects : contexte démographique et macroéconomique, analyse des scolarisations, coûts de l'éducation, efficacité interne et qualité, impacts économiques et sociaux, équité, gestion.

A la demande du pays, le Pôle de Dakar a apporté son soutien à l'activité de diagnostic sectoriel en effectuant huit missions d'appui technique auprès de l'équipe nationale. D'abord, au moment de la collecte et du traitement des données, des étapes où l'affaiblissement du système d'information des ministères rendait la tâche de l'équipe particulièrement ardue. Ensuite, au

moment de l'analyse et de la rédaction du rapport. « Ici, le défi majeur consistait à prendre en compte le contexte de la crise ivoirienne dans l'analyse du système éducatif et de son évolution au cours des dernières années », précise Jean Luc Yameogo, analyste des politiques éducatives au Pôle de Dakar.

Pour faire suite au diagnostic, le Pôle de Dakar a également contribué à l'élaboration d'un modèle de simulation financière, permettant d'estimer les coûts associés à différents scénarios de politique éducative. Ce processus a mené, en mai dernier, à des discussions intra-sectorielles avec la participation des bailleurs de fonds. Les contours d'une nouvelle politique nationale pour le secteur ont alors été tracés, de même qu'une ébauche de lettre de politique éducative. La Côte d'Ivoire entend présenter une requête de financement international en décembre prochain. ■

### RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN ANALYSE SECTORIELLE

## Un partenariat d'un nouveau genre est inauguré en Tanzanie

1 Education Sector Management Information System

En lançant, en 2007, son programme ESMIS<sup>1</sup>, un programme d'élaboration d'un système d'information sur les statistiques scolaires, la Tanzanie ne se doutait pas qu'elle serait le site d'une nouvelle forme de partenariat pour faciliter la mise en œuvre et le suivi de son plan de développement de l'éducation 2008-2017.

En effet, depuis février dernier et jusqu'en octobre 2010, le bureau multipays de l'UNESCO à Dar es Salaam, l'Institut de statistique de

l'UNESCO (ISU), le Pôle de Dakar, l'Université de Dar es Salaam et une équipe nationale d'une trentaine de personnes se retrouvent associés au sein d'un volet du programme qui a pour but de renforcer les capacités nationales en matière d'analyse sectorielle en éducation. A l'ordre du jour : mener un diagnostic du secteur de l'éducation en Tanzanie, qui mettra en même temps un fort accent sur la formation du personnel des ministères concernés.

...>

## Le pari d'une formation à distance hybride

Les candidats de la formation à distance PSGSE se réunissent à Dakar

Comme le module en cours, axé sur les techniques de simulation financière, implique de maîtriser de nombreuses manipulations, un prolongement est offert en formation présentielle par l'équipe du Pôle de Dakar.



Lundi 22 juin, 8h30. Dans l'auditorium du Campus numérique francophone de Dakar, à l'Agence universitaire de la Francophonie, les 31 candidats à la formation PSGSE<sup>1</sup>, venus de cinq pays africains, se préparent à la semaine de cours qui les attend. Après 10 mois d'activité à distance, ponctués d'une rencontre virtuelle et d'une première semaine de travail à Dakar avec l'équipe pédagogique, ce deuxième regroupement a aussi pour but d'évaluer les candidats sur le contenu étudié depuis le mois de septembre et de satisfaire ainsi aux exigences universitaires de la formation.

Selon Martine Boulanger, administratrice de la formation au Pôle de Dakar, les taux de rétention élevés de la formation PSGSE (72% pour la première promotion et 74% pour la deuxième promotion) tiennent en partie à

l'adéquation entre le contenu proposé et la pratique professionnelle des candidats, et à un calendrier de travail très rythmé : devoirs réguliers, forum de discussion, sessions de clavardage, visioconférences. « Mais, précise-t-elle, le ticket gagnant dans cette formation à distance reste l'adoption d'un format hybride qui alterne formation à distance et formation présentielle. »

Comme le fait remarquer Marie Mpinyurempore, candidate à la formation et Directrice adjointe du Département de l'Education préscolaire au Burundi : « Suivre une formation à

distance est parfois difficile, car on souhaiterait que quelqu'un puisse répondre immédiatement à nos questions. Le regroupement présentiel de cette semaine est une occasion de poser les problèmes auxquels on est confronté et d'échanger spontanément avec les tuteurs. » ■

<sup>1</sup> « Politiques sectorielles et gestion des systèmes éducatifs », une formation à distance de niveau Master offerte conjointement par l'UNESCO, à travers le Pôle de Dakar, et l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, à travers la Faculté des sciences et technologies de l'éducation et de la formation. [www.psgse.info](http://www.psgse.info)

...> « La particularité de la demande du gouvernement tanzanien est d'aboutir à un diagnostic du système éducatif et à des simulations de politiques à l'horizon de la revue sectorielle 2010, mais tout en suivant une stratégie dite du "apprendre en faisant" », précise Marc Bernal, conseiller régional de l'ISU, jusqu'à récemment basé à Dar es Salaam et chargé d'appuyer la mise en œuvre du programme ESMIS.

Pour mener à bien cette mission, deux partenaires ont été désignés pour constituer l'équipe d'appui technique :

le Pôle de Dakar et le Bureau de la recherche et de l'évaluation en éducation (BERE) de l'Université de Dar es Salaam. Ainsi, environ tous les deux mois, le Pôle de Dakar effectue des missions en Tanzanie dans le but d'appuyer l'équipe nationale dans le travail technique de collecte et d'analyse des données. Le BERE, pour sa part, initie les membres de l'équipe nationale – issus du Ministère de l'Education, du Ministère des Finances, de l'Institut national de la statistique et des instances décentralisées – aux fondements de l'analyse sectorielle en

dispensant une formation adaptée de la formation PSGSE développée par le Pôle de Dakar. Il assure également un suivi de proximité des travaux.

« Clarifier les rôles de chacun a été une étape délicate du projet, affirme Borel Foko, analyste des politiques éducatives au Pôle de Dakar. Mais nous avons réussi à trouver un mode de fonctionnement qui permet d'assurer un suivi continu, où chaque partenaire est complémentaire de l'autre, tout en s'assurant que l'équipe nationale reste l'acteur principal du processus. » ■

## Scolarisation primaire universelle en Afrique : le défi enseignant

**A mi-parcours de l'objectif fixé à Dakar pour l'atteinte de la scolarisation primaire universelle (SPU), la question enseignante en Afrique subsaharienne devient l'enjeu clé. D'une part, les besoins restent importants : pour atteindre l'objectif de la SPU, on estime que deux millions et demi d'enseignants supplémentaires devront encore être recrutés d'ici 2020. D'autre part, au regard des préoccupations grandissantes pour la qualité et l'équité de l'enseignement, les analyses révèlent que deux aspects pourtant fondamentaux du défi enseignant restent dans l'ombre : soutenir la motivation et améliorer la gestion du personnel enseignant.**

Le défi enseignant est donc considérable. Il n'est pas que quantitatif, mais aussi financier, politique, social. Et, surtout, il appelle de nouvelles politiques enseignantes, plus durables et plus intégrées. Dans une nouvelle publication, le Pôle de Dakar explore et met en relation les aspects de cette problématique enseignante – recrutement, formation, déploiement, gestion et développement professionnel – pour tenter de préciser les situations réelles. Ce dossier présente, en aperçu, quelques éléments permettant d'éclairer les contours de la question.

### La mesure du défi : doubler les effectifs d'enseignants d'ici 2020

Pour atteindre la SPU, la condition première est de disposer d'enseignants qualifiés en nombre suffisant. En Afrique, cette condition constitue, à elle seule, un véritable défi vu la croissance démographique soutenue. Dans la moitié des pays du continent, en effet, on évalue que la population en âge d'être scolarisée au primaire augmentera de plus de 2% par an d'ici 2020<sup>1</sup>.

Les projections établies par le Pôle de Dakar pour 41 pays africains<sup>2</sup> quant aux besoins en enseignants afin de réaliser la SPU montrent que l'effectif total d'enseignants devra passer d'environ 2,9 millions en 2006 à quelque 4,6 millions

© Pôle de Dakar / Thierry BONNET



1 La Division de la population des Nations Unies établit l'accroissement moyen à 1,7% pour l'ensemble des pays africains.

2 Fondées sur des données de 2004 à 2007.

...> en 2020. Sans surprise, ce sont les pays présentement les plus éloignés de la SPU qui devront voir leurs effectifs croître le plus. Sachant que pour atteindre cette cible, il faudra recruter encore plus d'enseignants afin de compenser les départs de ceux qui ne resteront pas dans la profession, les recrutements à prévoir sont largement supérieurs à la différence entre le nombre actuel d'enseignants et le nombre projeté à l'année de la SPU. Ainsi, au total, dans l'ensemble des 41 pays, on estime à 2,4 millions le nombre de nouveaux enseignants à recruter, ce qui est près du nombre actuel.

A première vue, cet objectif peut paraître soutenable, dans la mesure où il correspond pour la grande majorité des pays au maintien des rythmes de recrutement observés entre 2000 et 2005. Cependant, si l'on y regarde de plus près, le défi quantitatif demeure de taille puisque les recrutements massifs des dernières années ont été rendus possibles par des politiques d'abaissement du coût salarial des enseignants qui sont aujourd'hui remises en cause dans plusieurs pays.

### Le défi de la motivation : maintenir les enseignants en poste

La question de la rétention des enseignants et celle, sous-jacente, de leur motivation deviennent aussi des enjeux majeurs pour les politiques éducatives en Afrique. Alors que la pression pour une éducation de qualité se fait croissante, la motivation de l'enseignant ressort comme un élément clé de l'efficacité pédagogique : elle influe directement sur la qualité des apprentissages et sur l'absentéisme. En outre, dans certains pays, on constate que réduire le taux d'attrition<sup>3</sup> d'un point de pourcentage suffirait à obtenir les enseignants supplémentaires requis pour la SPU.

Or, avec l'accroissement des tailles de classe et l'arrivée massive d'enfants issus des milieux défavorisés, la motivation et l'engagement prennent un sens nouveau. Conserver des enseignants motivés et dynamiques n'est plus possible sans leur offrir une vision claire de leurs perspectives d'évolution professionnelle. Sur ce plan, les politiques enseignantes restent encore bien souvent fragiles. Des avancées majeures sont nécessaires, car la conception du développement professionnel de l'enseignant ne se limite plus à l'évolution salariale, mais implique également des occasions continues de formation, de promotion et de mobilité géographique.

La carrière des enseignants non fonctionnaires, opérant dans des conditions beaucoup plus précaires que leurs homologues fonctionnaires, est également un cas particulier qu'il devient urgent de traiter afin d'éviter que leur motivation ne s'effrite peu à peu. ■

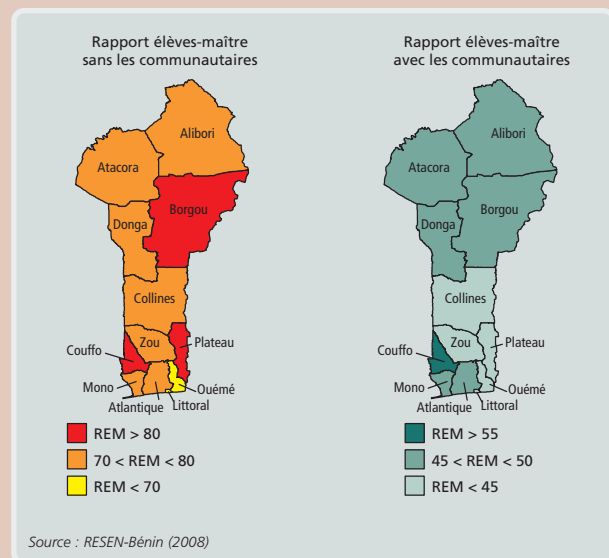
<sup>3</sup> Phénomène par lequel des enseignants cessent d'exercer du fait de départ à la retraite, de maladie, de décès, de nomination à des postes administratifs non enseignants, ou à la suite d'une démission de la fonction enseignante.

### Le défi de l'équité : occuper les zones rurales

Parce que les zones rurales demeurent encore systématiquement désavantagées en ce qui a trait à l'offre d'enseignement, le défi enseignant en Afrique se pose aussi en termes d'équité : en termes de chance d'accès et de qualité de l'enseignement, mais aussi de financement de l'éducation. En effet, malgré tous les efforts consentis, les progrès de la scolarisation ne concernent que très partiellement ces zones, où le nombre d'élèves par enseignant reste le plus élevé et où l'on compte le plus de maîtres de parents, ces maîtres souvent peu formés, recrutés et rémunérés par les communautés.

Si la pénurie d'enseignants est un problème généralisé, le manque est aggravé dans les zones rurales ou reculées. Ces dernières années, des pays comme le Mali, le Bénin ou Madagascar ont réagi, notamment en prenant en charge la rémunération et la formation des maîtres de parents. Cependant, il n'empêche que ces déséquilibres soulèvent directement la question de l'allocation des enseignants dans les écoles, un problème de gestion rarement abordé mais très préoccupant dans de nombreux pays africains. Le peu d'attrait des zones rurales conduit à ce que les écoles implantées dans ces milieux ont du mal à attirer et à maintenir leur personnel. Par ailleurs, on constate que les affectations ne répondent pas toujours aux besoins : dans 15 pays pour lesquels les données sont disponibles, on observe que le déploiement des enseignants sur le territoire national ne correspond qu'imparfaitement au nombre d'élèves scolarisés.

### Rapports élèves-maître (REM) avec et sans les communautaires : le cas du Bénin en 2005-2006



## En chantier : un nouvel outil de diagnostic de la question enseignante

Depuis novembre 2008, l'initiative TTISSA<sup>1</sup> de l'UNESCO dirige un projet qui permet de favoriser des actions concrètes dans les pays africains en matière de politiques enseignantes. Ce projet consiste en la création d'un outil pratique à l'usage des pays, visant à fournir des lignes directrices pour le développement, dans chaque pays, de politiques enseignantes « globales », c'est-à-dire qui prennent en compte les aspects de recrutement, de formation, de gestion, de statut et de développement professionnel tout à la fois.

« Notre but, explique Ramya Vivekanandan, spécialiste adjointe du programme à la Section pour la formation des enseignants de l'UNESCO, est d'arriver à produire un outil ayant trois composantes : un guide méthodologique pour aider les pays à analyser les principales facettes de la question enseignante ; un cadre d'orientation pour développer des politiques enseignantes en impliquant toutes les parties prenantes ; et des documents de référence pour appuyer la formulation, la planification et la mise en œuvre de ces politiques. »

A ce jour, le projet en est à l'élaboration du guide méthodologique. Destiné à d'éventuelles équipes nationales, celui-ci prend la forme d'un canevas de diagnostic qui balaie, en six chapitres, les principales facettes de la question

enseignante à considérer. « La démarche de travail proposée dans le guide, poursuit Mme Vivekanandan, consiste à analyser les situations existantes, les résultats obtenus et les marges d'amélioration possibles en ce qui a trait à la question enseignante. L'idée est que cette vue globale, factuelle et impartiale pourra faciliter le dialogue national sur les nouvelles politiques à mettre en place. » En fournissant une structure commune d'analyse aux différents pays, le guide offrira par ailleurs la possibilité de comparer les situations nationales.

Le Pôle de Dakar a contribué à la rédaction du guide en travaillant spécifiquement sur les aspects liés au contexte du système éducatif, à l'estimation des besoins en enseignants aux niveaux primaire et secondaire, à la formation initiale et continue des enseignants, et au déploiement et à la gestion des enseignants.

Une réunion, organisée à la mi-mars au Bureau régional de l'UNESCO à Dakar, a permis de faire le point sur une première version du guide. Par la suite, plusieurs missions de test du guide ont eu lieu en mai et juin au Bénin et en Ouganda. Un séminaire de validation s'est tenu à la fin juin au siège de l'UNESCO à Paris, et la version finale du guide est attendue pour le mois de septembre 2009. ■

<sup>1</sup> *Teacher Training Initiative for Sub-Saharan Africa*, mise en œuvre par la Section pour la formation des enseignants de la Division de l'enseignement supérieur de l'UNESCO, le Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique et l'Institut international pour le renforcement des capacités en Afrique de l'UNESCO.

### A L'AGENDA

#### SEPTEMBRE

- Atelier de discussion des arbitrages de politique éducative au Mali
- Lancement du diagnostic sectoriel au Cap-Vert
- Lancement du diagnostic sectoriel aux Comores

#### OCTOBRE

- Conférence Bamako+ 5 sur les enseignants contractuels
- Rentrée de la 3<sup>e</sup> promotion de la formation PSGSE
- Réunion du comité directeur et du Bureau de la COMEDAF (Conférence des Ministres de l'Éducation de l'Union africaine)

DANS LES PAYS

De janvier à juin 2009

Le Pôle de Dakar a pour principale activité l'appui direct aux pays africains en matière d'analyses sectorielles en éducation, de cadrage financier et de définition de politiques éducatives. En aidant à l'établissement de plans crédibles de développement des systèmes éducatifs, ces activités d'appui permettent aux pays de préparer leur candidature à un financement international, en particulier au Fonds catalytique de l'Initiative *Fast Track*. Voici, en quelques traits, le processus d'appui suivi par le Pôle de Dakar de même que les activités réalisées par l'équipe au cours de la période allant de janvier à juin 2009.



## Nouvelles publications

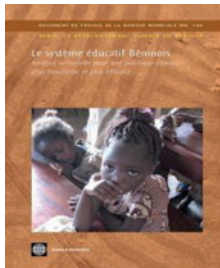
Disponibles sur [www.poledakar.org](http://www.poledakar.org)



### La scolarisation primaire universelle en Afrique : le défi enseignant

Pôle de Dakar

L'enjeu de la plus récente publication du Pôle de Dakar – et aussi sa principale originalité – est de présenter une vision d'ensemble de la problématique enseignante en Afrique sur une base factuelle. L'ouvrage se divise en cinq chapitres qui abordent chacun un point particulier de la question enseignante, depuis la présentation du contexte et des contraintes propres aux pays africains, jusqu'aux questions de rémunération, de statuts, de qualité, de gestion de l'école et de développement professionnel.



### Le système éducatif béninois : Analyse sectorielle pour une politique éducative plus équilibrée et plus efficace

Banque mondiale, Pôle de Dakar, gouvernement du Bénin

Publié par la Banque mondiale en avril, ce rapport d'analyse sectorielle en éducation au Bénin est le fruit d'un travail collaboratif entre une équipe nationale et une équipe d'appui extérieure composée de la Banque mondiale et du Pôle de Dakar. Sorte de photographie du système éducatif béninois, le rapport met en lumière les récents succès du système ainsi que les principaux défis auxquels celui-ci fera face dans les années qui viennent.

## L'équipe du Pôle de Dakar fait peau neuve

La première partie de l'année 2009 a été rythmée par les départs et les arrivées au sein de l'équipe du Pôle de Dakar. Dans la liste des partants, **Kokou Améléwonou** et **Nicolas Reuge**, qui avaient accompagné le Pôle de Dakar depuis ses débuts, ont quitté leurs fonctions, de même que **Jean-Marc Bernard** et **André Francis Ndem**. La liste des nouveaux visages compte également plusieurs noms. **Beïfith Kouak Tiyab**, **Jean-Mathieu Laroche**, **Nathalie Nilsson** et **Jean Luc Yameogo** se sont joints à l'équipe à titre d'analystes des politiques éducatives. **Katia Vianou** a été recrutée en tant que conseillère en communication et **Fati Zouré**, responsable des statistiques éducatives.



L'équipe du Pôle de Dakar :

(de gauche à droite) Stéphanie Zadi, Jean-Pierre Jarousse, Blandine Ledoux, Fati Zouré, Katia Vianou, Beïfith Kouak Tiyab, Jean-Mathieu Laroche, Diane Coury, Guillaume Husson, Jean Luc Yameogo, Pape Mass Seck, Martine Boulanger, Borel Foko, Nathalie Nilsson, Djackson Engonga (absent).

## Pôle de Dakar

ANALYSE SECTORIELLE EN EDUCATION

UNESCO-BREDA

12, avenue Léopold-Sédar-Senghor, 3<sup>e</sup> étage  
B.P. 3311 - Dakar (Sénégal)  
Tél. : +221 33 849 59 79  
Télééc. : +221 33 821 35 25  
[www.poledakar.org](http://www.poledakar.org)

Le Pôle de Dakar est une plateforme d'expertise rattachée au Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique.

Les articles contenus dans cette publication expriment le point de vue du Pôle de Dakar et pas nécessairement celui de l'UNESCO.

La lettre d'information du Pôle de Dakar est publiée trois fois l'an, en français et en anglais, en version électronique seulement.

**Directeur de la publication** Jean-Pierre Jarousse, **rédactrice en chef** Katia Vianou, **rédaction** Jean-Marc Bernard, Katia Vianou, Stéphanie Zadi, **relecture** Martine Boulanger, **traduction français > anglais** Jaderoad Translations, Ramsgate, R-U, **maquette** by Regi, Régis l'Hostis, Dakar.

Ecrivez à l'équipe de Pôle Mag :  
[katia.vianou@poledakar.org](mailto:katia.vianou@poledakar.org)